

**REPUBLIQUE D'HAITI**

**COMMISSION NATIONALE DES MARCHES PUBLICS**

**(CNMP)**

**Projet de Mise en Œuvre de**

**PROCÉDURES CÉLÈRES**

**DE PASSATION DE MARCHÉS**

**en situation d'un Etat d'Urgence proclamé**

|  |  |
| --- | --- |
| Daniel Thirion | |
| Marie Thirion | **Septembre 2013** |

**TABLE DES MATIÈRES**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**I. INTRODUCTION**

**II. LE CADRE D'APPLICATION DES MARCHÉS SOUS UN ETAT D'URGENCE**

**III. LA PRISE EN COMPTE DU FACTEUR D'URGENCE**

**IV. LES TYPES D'INTERVENTION**

**V. LES MODALITES DE CLASSEMENT D'INTERVENANTS**

**VI. LA PROCEDURE DE PRE-QUALIFICATION**

**1. Introduction**

Le présent rapport a pour objet de proposer un cadre de mesures permettant l'élaboration d'une réglementation couvrant des mécanismes de procédures célères de passation de marchés en situation d'Etat d'Urgence proclamé suivant la Loi.

La Loi du 19/04/10 traite des conditions conférant des pouvoirs exceptionnels au pouvoir Exécutif en vue de la protection des personnes et des biens en cas de catastrophe naturelle avérée ou imminente, exigeant une action immédiate ne pouvant être menée sous les règles de fonctionnement habituelles. Le degré de gravité et l'ampleur de la catastrophe nécessite l'application de ces pouvoirs conférés "afin d'augmenter les efforts et les ressources disponibles et de réduire ainsi les pertes et dégâts". La Loi implique un régime restrictif de certaines libertés fondamentales durant la mise en œuvre des mesures urgentes (Art. 1, 2, 3).

En vertu de l'acte instaurant l'Etat d'Urgence, le Gouvernement "passe les contrats qu'il juge nécessaires selon les procédures célères prévues par la réglementation des marchés publics" (Art.7). Les dispositions essentielles seront destinées à renforcer les mesures de protection, d'évacuation, d'information, et éventuellement du ravitaillement et de l'hébergement des populations affectées. Les mesures générales en Etat d'Urgence tendront à renforcer les mesures de sécurité, et à rétablir des voies de circulation et de communication.

Ce rapport s'attache à définir un cadre d'intervention permettant l'application de procédures célères, c'est-à-dire d'efficacité maximale dans la gestion de passation de procédures dont l'urgence d'exécution est reconnue vitale, tout en maintenant les mesures tendant au respect des principes établis dans la Loi, à savoir le libre accès à la commande publique, l'égalité de traitement des soumissionnaires, la transparence des procédures, et le respect de l'éthique.

**2. Le Cadre d'Application des Marchés sous un Etat d'Urgence**

Selon les termes de la Loi, l'Etat d'Urgence permet de répondre à une situation de catastrophe naturelle par l'adoption de mesures exceptionnelles applicables sur tout ou partie du territoire national, en vue de protéger les personnes, les biens, l'environnement ou les infrastructures. La lettre et l'esprit de la loi exprime bien que, pour ce qui concerne les engagements contractuels, il s'agit de couvrir des actions immédiates constituant des mesures de sauvegarde pour prévenir ou atténuer les conséquences d'une catastrophe.

Dans ce cadre, deux facteurs ont un impact direct sur la définition de marchés à contracter sous un Etat d'Urgence.

(i) Le premier facteur est le **caractère immédiat des actions** pour que celles-ci s'avèrent les plus utiles et atténuent autant que possible les effets malheureux de la catastrophe naturelle sur la population.

(ii) Le second facteur traite de la **nature, ou le type de marchés** pouvant être considérés comme ayant les objectifs recherchés sous ces circonstances, notamment de rétablir transitoirement des conditions de vie et de communication suffisamment satisfaisantes que pour permettre à la suite, un effort de réhabilitation ou de reconstruction dans des conditions de gestion ordonnée plus favorable aux critères objectifs de bonne pratique et d'économie.

**3. La Prise en Compte du Facteur d'Urgence sur un Mode de Passation**

Dans le cadre d'un besoin d'action immédiate dont l'urgence est reconnue vitale, la passation instantanée d'un marché n'est pas compatible avec une période de soumission habituelle permettant à un soumissionnaire d'étudier et d'évaluer un dossier technique pour adapter son offre au mieux des conditions d'économie et de qualité d'exécution.

L'absence de temps disponible à la préparation d'une offre fiable, ne permet pas l'application d'une procédure compétitive au sens de la réglementation nationale, et ce, que cette procédure soit ouverte ou qu'elle soit restreinte.

La base de sélection devra donc s'établir à partir d'une phase de présélection conduite sur des facteurs objectifs ne faisant pas intervenir le(s) prix puisque l'objet des travaux n'est pas connue.

La proposition est donc de procéder à une **phase de pré-qualification** amenant à définir une classification des entreprises nationales intéressées, sur base de leurs capacités en équipement immédiatement mobilisable, de leurs ressources humaines, et de leurs spécialités définies par un secteur d'intervention et un, ou plusieurs domaines d'expertises.

**4. Les Types d'Intervention**

Considérant que les interventions concernent des mesures de sauvegarde des biens et des personnes, certains types de travaux se dégagent comme les plus vraisemblables et les plus adaptés pour aider à guider une phase de pré-sélection susceptible d'aider dans la procédure de passation.

Outre la nature des interventions, le **facteur de durée** est également à prendre en considération pour contenir des engagements contractuels qui restent compatibles avec les ressources disponibles et un contrôle budgétaire raisonnable. La Loi du 19/04/10 prévoit que "l'Etat d'Urgence déclaré par les Autorités Centrales vaut pour une période maximale d'un mois à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé pour une période de un mois" (Art.5), ou davantage avec l'assentiment du Corps Législatif. Cette disposition confirme bien l'esprit de la loi décrit plus haut. La transposition de cette disposition dans le cadre et la nature des marchés tend à limiter aussi les engagements contractuels conclus dans le cadre de l'Etat d'Urgence à des durées d'exécution ne dépassant pas un mois, avec comme pour la loi, l'option d'une ou de plusieurs extensions par avenants, ceux-ci étant alors soumis aux dispositions de la loi du 28/07/09 sur les règles générales des marchés publics (Chap. II, Art. 80).

En vue de circonscrire un ensemble de types de travaux pour lesquels une pré-qualification permettrait de constituer un réservoir d'entreprises capables d'intervenir sous les contraintes d'un Etat d'Urgence, une première liste non limitative, peut s'établir comme suit:

**Infrastructures**

A. Travaux de réparation de voies de circulation (routes et voiries urbaines)

B. Travaux de réparation des lignes de télécommunication et de distribution d'électricité

C. Travaux de réparation de réseaux d'adduction d'eau, de puits, et de réseaux d'assainissement

D. Travaux pour l'édification d'ouvrages provisoires pour rétablir (i) la circulation, (ii) les télécommunications, (iii) l'adduction d'eau potable, (iv) la distribution d'électricité, ...

**Construction**

E. Installation de moyens d'hébergement temporaire pour accueillir les personnes sinistrées;

F. L'aménagement de locaux officiels, scolaires, ou autres aux fins de servir aux services publics d'assistance sociale, de gestion administrative d'aide à la population,...;

G. Installation de facilités sanitaires servant de dispensaires de soins de santé capables de décharger les services hospitaliers réguliers;

**Génie Civil**

H. Travaux de terrassement afin de procéder aux déblais et leur évacuation, et autres dégagements de débris et transports;

I. Travaux de démolition nécessaires pour arrêter les progrès du sinistre;

J. Installation d'ouvrage provisoire ou de ponts mobiles pour la traversée de cours d'eau

K. Exécution de digues temporaires et autres ouvrages destinés à drainer ou à rediriger les flux résultant d'inondations ou de crues catastrophiques

**Travaux agricoles**

L. Mesures de protection des récoltes, cheptels, sols, cultures et peuplement forestier

**Mesures de sécurité des biens et des personnes**

M. Protection contre les vols, dégradations, malveillances rendus possibles ou facilités par une catastrophe naturelle;

N. Protection contre les agents toxiques, vapeurs corrosives, ou autres agents nuisibles qui résultent de la catastrophe naturelle ayant justifié la proclamation de l'Etat d'Urgence;

**Autres,** à préciser par les autorités contractantes en charge de secteurs potentiels d'intervention;

Ces types de travaux se regroupent en secteurs qui sont quant à eux à distribuer par autorité contractante selon leurs propres spécialités.

Afin de rationaliser les opérations de gestion de passation et de gestion de contrat, les contrats de travaux incluront l'acquisition et la livraison par l'entrepreneur, des fournitures associées ou corollaires aux travaux. Les accords contractuels incluront aussi que l'entrepreneur soit responsable non seulement des moyens de mise en œuvre mais aussi de la conception des ouvrages provisoires nécessaires au bon achèvement de son intervention. Selon le type d'intervention, l'entrepreneur aura ainsi à sa charge d'être accompagné par un ingénieur ou un bureau d'études en mesure de concevoir et dimensionner un ouvrage provisoire ou des mesures de protection temporaires.

**5. Les Modalités de Classement des Intervenants**

Pour constituer un classement dans un secteur déterminé, c'est-à-dire pour une autorité contractante donnée, et par type de travaux d'intervention choisi, les familles de données à collecter en vue de pré-qualification technique, ou d'agréation par une autorité contractante spécifique, sont donc:

|  |  |
| --- | --- |
| Equ | Le type et la quantité d'équipement de l'entreprise pouvant être considéré immédiatement disponible en toute circonstance; |
| Per | Les qualifications et volumes des ressources humaines directement disponibles; |
| Exp | Le niveau d'expérience générale dans le secteur d'intervention, et d'expérience spécifique dans le domaine d'expertise |

Il faut y ajouter le facteur de l'éligibilité de l'entreprise, qu'elle aurait, en tout état de cause, à confirmer par un dossier complet en cas d'extension à un contrat initial d'un mois dans le cadre de l'urgence.

*En prenant pour chaque famille de données un classement pouvant être jugé "Assez Bon", "Bon", "Excellent", classé de 1(pour Assez Bon) à 3 (pour Excellent), on pourrait disposer d'un classement codé comme suit:*

*D / Equ3 / Per3 / Exp3*

*pour une entreprise de travaux de terrassement et de démolition, bien équipée (pelle mécanique, chargeur, dumper, bulldozer, marteaux piqueurs, groupe compresseur, camions à benne basculante,...), disposant d'un cadre de niveau ingénieur civil expérimenté, et la firme ayant une expérience d'entreprise de terrassement d'au moins 5 ans.*

Le projet présenté ici a pour but de constituer un exemple pouvant servir de référence pour aider une autorité contractante à structurer son classement suivant ses propres plans éventuels d'interventions. Comme pour les autres procédures en circonstances ordinaires, la procédure de pré-qualification suppose tout d'abord que l'institution Maître d'Ouvrage soit adéquatement organisée et dispose des ressources humaines formées à la gestion des passations de marchés et à la réglementation en vigueur.

Pour son administration, l'autorité contractante, Maître d'Ouvrage, désigne une Personne Responsable des Marchés pour la gestion et la supervision dans la mise en œuvre de la procédure.

A son tour, la Personne Responsable des Marchés (PRM) s'appuiera sur un Comité d'Ouverture des Plis et d'Evaluation (COPE) agissant comme son organe administratif assurant un dépouillement ordonné des applications et capable de discerner les déclarations des candidats en vue d'un classement objectif et équitable. La PRM préparera un "Document de Pré-Qualification pour la Passation de Marchés de Travaux sous Etat d'Urgence". Tel document sera établi sur un modèle standard présenté plus loin, et qui sera à adapter par des conditions particulières applicables selon les familles de types de travaux relatifs à une autorité contractante spécifique.

**6. La Procédure de Pré-Qualification**

La procédure est à initier par un Avis de Pré-Qualification ouvert à toute entreprise nationale, à lancer par chaque institution publique susceptible d'intervenir en période d'Etat d'Urgence en tant que maître d'ouvrage dans son propre secteur de gestion.

Les appels à demandes de pré-qualification sont à structurer au moyen d'un document-type décrivant les instructions à suivre pour les candidats et explicitant les procédures confirmant leur pré-qualification, ou leur agréation, pour une intervention sous contrat direct en situation d'Etat d'Urgence.

L'appel à candidature se fera par la publication d'un **Avis de Pré-Qualification** fournissant les informations essentielles permettant aux entrepreneurs de décider s'ils souhaitent ou non être retenu pour des travaux dans le cadre d'un Etat d'Urgence. L'Avis de Pré-qualification indique aussi comment une firme candidate peut se procurer les documents qui lui permettront de soumettre un dossier de candidature valide.

La structure du Document de Pré-Qualification comprendra:

**I. Instructions aux candidats**

Cette section énonce les procédures que les candidats doivent suivre lorsqu’ils préparent et soumettent leur candidature de pré-qualification.

**II. Données Particulières de la Pré-Qualification**

Cette section inclut les dispositions particulières applicables aux secteurs spécifiques d'intervention de l'institution susceptible d'agir en maître d'ouvrage en période d'Etat d'Urgence.

**III. Critères et conditions de Pré-Qualification**

Cette section explicite les modes de classement de trois niveaux portant sur la disponibilité d'équipements, des qualifications du personnel technique cadre, et du niveau d'expériences générale et spécifique de l'entreprise candidate.

**IV. Formulaires de Candidature**

Cette Section inclut les formulaires à joindre au dossier de candidature permettant une évaluation sur base uniforme pour tous les candidats.

Le document-type de pré-qualification présenté ci-après inclut un guide pouvant assister l'utilisateur dans son élaboration et l'évaluation des candidatures.

**7. Document-type de Pré-qualification d'Entreprises en vue de travaux d'intervention sous un Etat d'Urgence**

**République d'Haïti**

*Modèle d'****Avis de Pré-Qualification***

***Autorité Contractante:* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Constitution d'une Réserve d'Entreprises en vue d'Interventions sous Etat d'Urgence**

Cet avis a pour objet d'identifier et d'enregistrer les entrepreneurs nationaux intéressés en vue d'interventions dans le cadre de travaux et autres types d'interventions immédiates pour prévenir ou atténuer les conséquences d'une catastrophe naturelle et protéger les biens et les personnes dans le contexte d'un Etat d'Urgence proclamé.

Les entrepreneurs intéressés à s'enregistrer en vue de leur agréation par *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [citer l'Autorité Contractante]* et le cas échéant, être retenu pour l'exécution de travaux sous un Etat d'Urgence, sont priés de retirer un Document pour la Pré-Qualification et de soumettre leur candidature suivant les formulaires faisant partie de ce document.

La pré-qualification se fera sur base des capacités techniques des candidats, mesurées selon leurs équipements immédiatement mobilisables, les qualifications de leur personnel technique, et le cadre de leur expérience générale et spécifique.

Les dossiers de Document pour la Pré-Qualification peuvent être retirés à partir du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[date]* durant les heures de travail, auprès de *[citer l'Autorité Contractante]* à l'adresse suivante:

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_.

Le Document pour la Pré-Qualification peut aussi être téléchargé à partir du site internet suivant: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer le nom du site]*

Les candidatures peuvent être soumises à la même adresse sans date limite de dépôt, la procédure d'enregistrement des candidatures restant ouverte.

Toute demande de renseignement doit être adressée par écrit à l'attention des services de Monsieur/Madame \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, Responsable des Marchés,

Adresse complète: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**SECTION I. INSTRUCTIONS AUX CANDIDATS**

**1. Objet**

Dans le cadre de l’Avis de Pré-qualification en vue de l'exécution de travaux en période d'Etat d'Urgence proclamé, l'Autorité Contractante citée dans les Données Particulières de Pré-Qualification, publie le présent Document de Pré-qualification (DP) à l’intention des candidats qui souhaitent s'enregistrer en vue de leur agréation à exécuter les dits travaux sous les conditions d'interventions immédiates.

**2. Ethique**

En soumettant sa candidature, le candidat acquiesce aux dispositions de la Charte d'Ethique de la réglementation nationale haïtienne et confirme son engagement à s'abstenir de toute pratique de fraude ou de corruption.

**3. Contenu du Document de Pré-Qualification**

Le présent Document de Pré-Qualification contient les chapitres suivants:

I. Instructions aux Candidats

II. Données Particulières de la Pré-Qualification (DPP)

III. Critères et conditions de Pré-Qualification

IV. Formulaires de Candidature

**4. Eclaircissements du Document de pré-qualification**

Un candidat éventuel qui désire des éclaircissements sur le Document de pré-qualification peut en faire la demande par écrit à l’Autorité Contractante à l'adresse indiquée dans les Données Particulières de la Pré-qualification.

**5. Préparation des Dossiers de Candidature**

Les dossiers de candidature doivent être rédigés en français.

**6. Contenu des Dossiers de Candidature**

Un dossier de candidature complet inclura:

1. Fiche de Soumission de Candidature

2. Documents établissant les qualifications du candidat

**7. Conditions de Dépôt des Candidatures**

7.1. La procédure d'enregistrement des candidature n'est pas limitée dans le temps.

7.2. Les dossiers de candidature peuvent être soumis en version originale avec deux copies, pour être enregistrés durant les jours ouvrables à l'attention de la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante à l'adresse et au bureau indiquée dans les Données Particulières de Pré-Qualification.

7.3. Le dossier de candidature peut être soumis à tout moment par voie électronique, avec l'option d'accusé de réception, à l'adresse indiquée dans les DPP.

7.4. Le candidat présente autant de dossiers de candidature qu'il y a de type de travaux pour lesquels il sollicite l'agréation.

**8. Confidentialité**

Les informations contenues dans les dossiers de candidature ne seront pas divulguées à d'autres candidats, ni à toute autre personne qui ne serait pas officiellement concernée par la procédure de pré-qualification.

**9. Evaluation des Dossiers de Candidature**

Tous les dossiers de candidature de candidats éligibles seront évalués en regard de critères objectifs de qualification établis sur base des capacités techniques du candidat. L'évaluation est destinée à constituer un registre d'entreprises capables d'intervenir en période d'Etat d'Urgence. Un candidat peut soumettre autant de dossiers de candidature qu'il souhaite en regard de chaque type de travaux pour lesquels il possède les capacités et qualifications qu'il juge suffisantes.

**10. Enregistrement et Classement des Candidatures**

10.1. L'enregistrement se fera par catégorie de travaux d'urgence et le classement s'établira suivant les trois critères de capacités relatives aux équipements immédiatement mobilisables, les qualifications de leur personnel technique, et le niveau d'expérience générale et spécifique du candidat.

10.2. La liste des travaux réputés applicables en période d'Etat d'Urgence sont présentés à titre d'exemple dans les DPP.

10.3. La liste d'équipements jugés pertinents à évaluer les capacités du candidats sont présentés à titre d'exemple dans les DPP.

**11. Notification aux Candidats**

Tout candidat ayant soumis un dossier de candidature valide pour son évaluation, sera notifié du classement obtenu et pour lequel il est susceptible d'être retenu en vue d'un accord contractuel en période d'Etat d'Urgence.

**12. Modification des Qualifications du Candidat**

Lors de modifications au sein de l'entreprise candidate telles qu'un changement d'adresse ou de coordonnées, de changements affectant le personnel cadre, d'addition ou de retrait dans le parc à équipements, ou l'addition d'expériences pertinentes, seront signalées à l'Autorité Contractante en vue de mises à jour périodique des données d'enregistrement et de classement de l'entreprise candidate.

**13. Engagement contractuel envisagé**

Lors d'un Etat d'Urgence proclamé par les autorité centrales selon les dispositions de la réglementation nationale, les autorité contractante auront l'option de conclure des contrats de courte durée avec des entrepreneurs agréés sur base de leur enregistrement et de leurs qualifications déclarées. Ces contrats seront conclus par accord direct en vertu de procédures célères exceptionnelles applicables durant un Etat d'Urgence. Ces contrats pourront être établis sur base de prix unitaires appliqués sur des quantités réellement exécutées, ou bien sur base d'une formule de travaux en régie, ou bien de remboursement des coûts plus frais généraux et profit.

**SECTION II: DONNEES PARTICULIERES DE LA PRE-QUALIFICATION (DPP)**

**1. Identification des Données de l'Autorité Contractante**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Nom de l'Autorité Contractante: | |  |
| Nom, Prénom  de la Personne Responsable des Marchés,  en charge de la pré-qualification | |  |
| Adresse  pour toutes correspondances,  et dépôt des candidatures | Rue, No |  |
| Bureau |  |
| Ville |  |
| Numéro(s) de Téléphone | |  |
|  |
| Adresse(s) électronique | |  |
| Site Web de l'Autorité Contractante | |  |

**2. Liste des Travaux considérés en période d'Etat d'Urgence** (liste non limitative)

|  |  |
| --- | --- |
| **Code** | **Travaux** |
| **Infrastructures** | |
| **A** | Travaux de réparation de voies de circulation (routes et voiries urbaines)  Génie Civil |
| **B** | Travaux de réparation des lignes de télécommunication et de distribution d'électricité |
| **C** | Travaux de réparation de réseaux d'adduction d'eau, de puits, et de réseaux d'assainissement |
| **D** | Travaux pour l'édification d'ouvrages provisoires pour rétablir (i) la circulation, (ii) les télécommunications, (iii) l'adduction d'eau potable, (iv) la distribution d'électricité, ... |
| **Construction** | |
| **E** | Installation de moyens d'hébergement temporaire pour accueillir les personnes sinistrées; |
| **F** | L'aménagement de locaux officiels, scolaires, ou autres aux fins de servir aux services publics d'assistance sociale, de gestion administrative d'aide à la population,...; |
| **G** | Installation de facilités sanitaires servant de dispensaires de soins de santé capables de décharger les services hospitaliers réguliers |
| **Génie Civil** | |
| **H** | Travaux de terrassement afin de procéder aux déblais et leur évacuation, et autres dégagements de débris et transports; |
| **I** | Travaux de démolition nécessaires pour arrêter les progrès du sinistre; |
| **J** | Installation d'ouvrage provisoire ou de ponts mobiles pour la traversée de cours d'eau |
| **K** | Exécution de digues temporaires et autres ouvrages destinés à drainer ou à rediriger les flux résultant d'inondations ou de crues catastrophiques |
| **Travaux Agricoles** | |
| **L** | Mesures de protection des récoltes, cheptels, sols, cultures et peuplement forestier |
| **Mesures de sécurité des biens et des personnes** | |
| **M** | Protection contre les vols, dégradations, malveillances rendus possibles ou facilités par une catastrophe naturelle; |
| **N** | Protection contre les agents toxiques, vapeurs corrosives, ou autres agents nuisibles qui résultent de la catastrophe naturelle ayant justifié la proclamation de l'Etat d'Urgence; |
| **Autres** | |
|  | *(à compléter par l'Autorité Contractante)* |

**3. Liste des Equipements qualifiant aux interventions d'urgence** (Liste non limitative)

|  |  |
| --- | --- |
| Groupe électrogène de secours |  |
| Groupe compresseur avec outils pneumatiques |  |
| Grue mobile sur pneus 35 – 50 T |  |
| 50 – 100T |  |
| 100 – 250 T |  |
| Grue mobile sur chenilles 5 – 50 T |  |
| Pelle mécanique avec bacs de terrassement sur pneus |  |
| sur chenilles |  |
| Mini-pelle type Bobcat |  |
| Chargeurs > 15 T; bac à dents |  |
| Dumpers |  |
| Bulldozer pousseur à lame fixe |  |
| Bulldozer pousseur à lame orientable |  |
| Chariot élévateur tout terrain |  |
| Camion à benne basculante > 400CV |  |
| Bennes, compacteur, containeur |  |
| Niveleuse à lame de largeur > 2.0 m |  |
| Marteaux piqueurs |  |
| Marteaux brise roches |  |
| Bétonnière > 350 L |  |
| Jeux d'étançons métalliques |  |
| Stock de coffrages mobiles pour digues, soutènement, > 50 m2 double face |  |
| Matériel pour ferraillage in situ (plieuse, poste de soudure, cisaille) |  |
| Stock de tuyaux, raccords et accessoires pour distribution d'eau |  |
| Nacelle élévatrice automotrice |  |
| Bâtiments mobiles, logements de chantier |  |
| Barrières, écrans de sécurité |  |
| Citerne > 1000 L |  |
| Treuil à moteur thermique de traction > 3T |  |
| Pompe immergée |  |
| Tuyaux d'égouttage (fonte, acier, grès, PVC, béton) |  |
| Tracteur agricole |  |
| Remorque pour tracteur > 30 m3 |  |
| Chargeur télescopique > 3T |  |
| Grappin à bois > 5T |  |
| Broyeur de branches > 10 m3/h |  |
| Matériel de signalisation routière (socles, signaux, poteaux, cônes, feux) |  |
| Bermes mobiles |  |
| Etc... |  |
|  |  |

**III. CRITÈRES ET CONDITIONS DE PRÉ-QUALIFICATION**

Cette section explicite, pour une entreprise candidate éligible, les modes de classement de trois niveaux portant sur la disponibilité d'équipements, des qualifications du personnel technique cadre, et du niveau d'expériences générale et spécifique de l'entreprise candidate.

1. ELIGIBILITE DU CANDIDAT

Le candidat présentera les documents attestant de son éligibilité à s'engager contractuellement avec les institutions publiques haïtiennes, en soumettant:

1. Documents statutaires du soumissionnaire (Acte de constitution, lieu d'enregistrement, siège)

3. Copie de la Carte d'Immatriculation Fiscale

4. Certificat de quitus fiscal de type C délivré par la DGI

Cette déclaration se fera à l'aide du Formulaire type A1 suivant le modèle inclus dans ce Document de Pré-Qualification, en Section IV.

2. CAPACITES EN DISPONIBILITE IMMEDIATE D'EQUIPEMENTS

Pour chaque type de travaux faisant l'objet de la candidature de pré-qualification, l'entreprise candidate liste les équipements qu'elle est capable de mobiliser immédiatement en indiquant si l'équipement est en sa pleine propriété ou si il fait partie d'un pré-accord exclusif avec un loueur d'équipement. Les équipements doivent être identifiés par leur marque, modèle, puissance, capacité spécifique, numéro d'identification (carte grise ou autre).

La liste s'établira d'abord suivant les équipements énumérés dans la DPP et pourra se compléter par tout équipement que le candidat juge pertinent pour le type de travaux concerné.

L'évaluation aux fins de classement, s'établira sur base de la quantité d'équipement disponible, leur puissance définissant le rendement d'avancement, leur adéquation aux travaux listés.

Trois catégories sont envisagées en relation avec ses caractéristiques et résultant d'une analyse comparative objective. Les catégories vont de 1 à 3, par qualification croissante.

Les déclarations en matière de disponibilité d'équipements, se feront au moyen du Formulaire T1 dont le modèle est présenté plus loin.

3. CAPACITES EN RESSOURCES HUMAINES

Les qualifications seront enregistrées sur base de l'encadrement technique de l'entreprise candidate. Les critères de qualifications seront définis selon les qualifications du personnel employé pour un classement par catégorie défini comme suit:

|  |  |
| --- | --- |
| Niveau 1 | - Conducteur de Travaux d'expérience professionnelle supérieure à 10 ans  - Ressources en ouvriers de chantier supérieure à 10 hommes |
| Niveau 2 | - Technicien supérieur dans la spécialité des travaux avec expérience en entreprise supérieure à 10 ans, et de direction de chantier d'au moins 5 ans  - Ressources en ouvriers de chantier supérieure à 20 hommes |
| Niveau 3 | - Ingénieur diplômé dans la spécialité des travaux (construction, génie civil, électricité, mécanique,...) avec une expérience professionnelle de 10 ans minimum, dont cinq au moins en gestion de chantier ou d'entreprise.  - Conducteur de Travaux d'expérience professionnelle supérieure à 10 ans  - Ressources en ouvriers de chantier supérieure à 20 hommes |

Les déclarations des capacités en ressources humaines se feront au moyen du Formulaire T2 dont le modèle est présenté plus loin.

4. QUALIFICATIONS EN TERME D'EXPERIENCES

Les déclarations d'expériences se font pour l'expérience générale de l'entreprise candidate, reflétée par son ancienneté et son chiffres d'affaire moyen annuel sur les cinq dernières années. Pour un type de travaux donné, les expériences spécifiques seront prépondérantes, le critère de classement étant le nombre d'expériences spécifiques à ces travaux durant les 10 dernières années.

Le classement en trois catégories, s'établira suivant les critères suivants:

|  |  |
| --- | --- |
| Niveau 1 | - Firme avec des activités d'entreprise fondée depuis plus de 3 ans  - Au moins une expérience spécifique dans le domaine des types de travaux pour lesquels l'agréation est sollicitée |
| Niveau 2 | - Firme avec des activités d'entreprise fondée depuis plus de 5 ans  - Au moins deux expériences spécifiques dans le domaine des types de travaux pour lesquels l'agréation est sollicitée |
| Niveau 3 | - Firme avec des activités d'entreprise fondée depuis plus de 7 ans  - Au moins trois expériences spécifiques dans le domaine des types de travaux pour lesquels l'agréation est sollicitée |

**IV. FORMULAIRES DE CANDIDATURE**

Les formulaires suivants doivent faire partie d'une Demande de Pré-Qualification valide pour un enregistrement agréé auprès de l'Autorité Contractante ayant sollicité les demandes de candidatures:

FORMULAIRE DE SOUMISSION DE CANDIDATURE

FORMULAIRE A1: ELIGIBILITE DE L'ENTREPRISE CANDIDATE

FORMULAIRE T1: DECLARATION DES CAPACITES EN EQUIPEMENT

FORMULAIRE T2: DECLARATION DES CAPACITES EN RESSOURCES HUMAINES

FORMULAIRE T3: DECLARATION DES EXPERIENCES

**FORMULAIRE DE SOUMISSION DE CANDIDATURE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom du Candidat** |  |
| **Date de soumission de la candidature** |  |
| **Objet** | Agréation en travaux sous les conditions d'Etat d'Urgence proclamé |

**A l'attention de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, Autorité Contractante**

Monsieur, Madame,

Après avoir examiné les Documents de Pré-Qualification en vue d'attribution de contrats de travaux en circonstances d'un Etat d'Urgence proclamé suivant la réglementation nationale, nous, soussignés, vous prions de considérer le présent formulaire comme notre demande d'agréation à exécuter les travaux de:

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*(Indiquer le type de travaux tel que repris dans les DPP)*

*(Chaque type de travaux doit donner lieu à un dossier complet de demande de pré-qualification)*

Les formulaires suivants font aussi partie de notre document de candidature:

FORMULAIRE A1: ELIGIBILITE DE L'ENTREPRISE CANDIDATE

FORMULAIRE T1: DECLARATION DES CAPACITES EN EQUIPEMENT

FORMULAIRE T2: DECLARATION DES CAPACITES EN RESSOURCES HUMAINES

FORMULAIRE T3: DECLARATION DES EXPERIENCES

Par notre participation à la présente procédure de pré-qualification, nous acceptons toutes les conditions de la procédure de sélection, explicites dans le dossier de Demande de Pré-Qualification.

Nous acquiesçons aux dispositions de la Charte d'Ethique de la réglementation nationale haïtienne et nous confirmons notre engagement à nous abstenir de toute pratique de fraude ou de corruption.

Nous ne sommes pas une entreprise publique et déclarons n'avoir aucun conflit d’intérêt effectif ou potentiel, en relation avec l'exécution de travaux en relation avec votre Autorité Contractante.

Nous comprenons que cette procédure a pour but la constitution de registres d'entrepreneurs qualifiés pour intervenir sous les conditions d'un Etat d'Urgence proclamé selon la réglementation nationale haïtienne, et que vous n'êtes pas tenu d'attribuer un marché en conclusion de cette procédure.

Nous nous engageons à vous communiquer officiellement tout changement pouvant affecter le contenu de nos déclarations de la présente demande.

Date:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom, prénom\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Titre du signataire\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**FORMULAIRE A1**

**ELIGIBILITE DE L'ENTREPRISE CANDIDATE**

**Informations à remplir:**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **1** | **Statuts de la société** |  |
| **2** | **Date d'incorporation** |  |
| **3** | **No d'Identification Fiscale** |  |
| **4** | **Adresse physique** | Rue et numéro:  Ville |
| **5** | **Adresse postale** | BP  Ville |
| **6** | **Personnel de Direction** | Nom, Téléphone(s), Adresse électronique |
| Dir. Général |  |
| Dir. Technique |  |
| Dir. Administratif |  |

**Documents à joindre à ce Formulaire A1 :**

|  |  |
| --- | --- |
| **7** | **Copie de la Carte d'Immatriculation Fiscale** |
| **8** | **Certificat de quitus fiscal de type C délivré par la DGI** |

**Note:** les certificats/attestations ne peuvent être antérieurs à plus de 6 mois de la date limite du dépôt des offres.

**FORMULAIRE T1**

**DECLARATION DES CAPACITES EN EQUIPEMENT**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom du Candidat** |  |
| **Date de soumission de la candidature** |  |
| **Objet** | Agréation en travaux sous les conditions d'Etat d'Urgence |

|  |
| --- |
| **Type de Travaux couverts par cette Demande de Pré-Qualification** |
|  |

LISTE DES EQUIPEMENTS RELATIFS AUX TRAVAUX FAISANT L'OBJET DE LA DEMANDE

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Type d'Equipement | Modèle +  brève description des capacités de puissance, rendement. | En propriété | | Numéro d'identification si en propriété  ou bien  Type d'engagement confirmant la mise à disposition (si non en propriété) |
| Oui | Non |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

**FORMULAIRE T2**

**DECLARATION DES CAPACITES EN RESSOURCES HUMAINES**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom du Candidat** |  |
| **Date de soumission de la candidature** |  |
| **Objet** | Agréation en travaux sous les conditions d'Etat d'Urgence |
| **Type de Travaux** |  |

**Identification du Personnel dirigeant du cadre technique**

**1**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom** |  |
| **Prénom** |  |
| **Adresse** |  |
| **Nos de téléphone** |  |
| **Education/Diplôme** |  |
| **Nom de l'école** |  |
| **Langue maternelle** |  |

**Expériences**

|  |  |
| --- | --- |
| **de Mois / Année**  **à Mois / Année** | **Nom, adresse de l'Employeur** |
| **Fonction occupée** |
| **Projet** |
| **de Mois / Année**  **à Mois / Année** | **Nom, adresse de l'Employeur** |
| **Fonction occupée** |
| **Projet** |

**2**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom** |  |
| **Prénom** |  |
| **Adresse** |  |
| **Nos de téléphone** |  |
| **Education/Diplôme** |  |
| **Nom de l'école** |  |
| **Langue maternelle** |  |

**Expériences**

|  |  |
| --- | --- |
| **de Mois / Année**  **à Mois / Année** | **Nom, adresse de l'Employeur** |
| **Fonction occupée** |
| **Projet** |
| **de Mois / Année**  **à Mois / Année** | **Nom, adresse de l'Employeur** |
| **Fonction occupée** |
| **Projet** |

**Personnel ouvrier à la date de la demande de pré-qualification**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nombre total** |  |
| **Nombre d'ouvriers qualifiés** |  |
| **Nombres de manœuvres** |  |

**FORMULAIRE T3:**

**DECLARATION DES EXPERIENCES**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom du Candidat** |  |
| **Date de soumission de la candidature** |  |
| **Objet** | Agréation en travaux sous les conditions d'Etat d'Urgence |
| **Type de Travaux** |  |

**Déclaration de l'Expérience Générale du Candidat**

**Note:** La déclaration d'expérience générale porte sur l'ensemble des projets de travaux exécutés par l'entreprise candidate durant les cinq dernières années. Les projets présentés doivent être complètement achevés, c'est-à-dire, ayant été certifiés par une procédure de réception provisoire.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Objet des travaux** | **Client** | **Montant contractuel** (HTG) |
| **Année -7** |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Année -6** |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Année -5** |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Année -4** |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Année -3** |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Année -2** |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Année -1** |  |  |  |
|  |  |  |  |

**Déclaration des Expériences Spécifiques au type de Travaux faisant l'objet de la Demande**

(durant les 7 dernières années maximum)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Nom du projet** | **Client** | **Montant**  **contrat**  (HTG) | **Date**  **signature contrat**  (Mois/An) | **Date Réception Provisoire**  (Mois/An) |
| **1** |  |  |  |  |  |
| **2** |  |  |  |  |  |
| **3** |  |  |  |  |  |
| **4** |  |  |  |  |  |
| **etc.** |  |  |  |  |  |